

# Commune de Samois-sur-Seine (Seine-et-Marne)

## Compte rendu du grand débat sur la transition écologique

**Le 11 février 2019**

**Une forte demande de responsabilité et d'exemplarité : arrêter de culpabiliser les individus, et d'opposer écologie et économie alors que les deux peuvent aller de pair.**

- Manque d'exemplarité des Etats signataires de l'accord de Paris ; même la France ne respecte pas l'accord qu'elle a signé. Comment motiver les individus dans ces conditions ?
- Nécessaire exemplarité des collectivités territoriales, et en particulier des communes, qui peuvent prendre de nombreuses initiatives à leur niveau ;
- Demande d'exemplarité des entreprises, en particulier les grandes : responsabilité sociétale, éco-conception, application des principes du management environnemental et énergétique ;
- Il faut s'attaquer aux secteurs les plus pollués et encore peu touchés par les démarches environnementales, en priorité les secteurs aérien et maritime ;
- Il faut interpeller sur la scène internationale les pays qui ne font aucun effort pour la planète.

### **Energie et bâtiments**

- Tout le monde est favorable à ce que des efforts d'économie d'énergie soient faits : isolation, pompe à chaleur, diminution des températures de consignes...
- Les dispositifs d'aide ne sont pas assez connus et sont trop complexes
- Un point important reste le manque de compétence des entreprises sur les nouveaux matériaux et les nouvelles techniques. Aujourd'hui c'est un goulot d'étranglement qui rend les aides (ex : isolation à 1 €) difficiles à utiliser.
- Orienter les financements vers la rénovation thermique des immeubles collectifs pour plus d'impact.
- Au niveau local, il est proposé d'une part, de créer entre les habitants un dispositif d'échange d'expériences et de références d'entreprises testées et d'autre part, que des énergies locales et renouvelables soient développées.

### **Transports, mobilités**

- Forte demande pour la diffusion des résultats d'analyse du cycle de vie des équipements afin de permettre aux consommateurs de comparer réellement les différents véhicules (diesel, essence, hybrides, électriques) car les intérêts des industriels ne sont pas forcément ceux des consommateurs, ni ceux de l'environnement. « On nous dit tout et son contraire selon les époques ».
- Développer le covoiturage, et l'usage du vélo, électrique ou non : un grand plan vélo est souhaité avec le développement plus volontariste de pistes cyclables sécurisées. Les pouvoirs publics doivent investir dans ces infrastructures. Une crainte est émise quant au risque qu'une subvention fasse renchérir le coût des vélos électriques, cette aide financière est cependant demandée.

Les différences en matière de transport entre villes et campagnes sont soulignées : il n'y a pas de solution unique. Les zones rurales manquent de solutions.

## Déchets

- Faire un plan national de réduction des emballages (médicaments, colis...) et des contenants en plastique non recyclables. Au besoin diminuer les normes d'hygiène qui sont parfois excessives.
- Développer les efforts sur la ré-utilisation des invendus alimentaires ou textiles et plus généralement de tous les produits. Rendre publiques pour les dissuader, les incohérences du commerce mondial qui fait produire loin des biens qui sont ensuite détruits quand ils sont invendus.
- Au niveau communal,
  - il est demandé que l'entreprise qui gère le tri fasse une information directe aux habitants sur le devenir des déchets. Une augmentation des capacités de tri est souhaitée afin de diminuer toujours plus le poids des ordures ménagères.
  - La mise en place d'un « baromètre » local permettant de visualiser aisément l'évolution des tonnages de déchets par catégorie et par commune permettrait d'encourager l'effort collectif.
  - On doit tendre vers le zéro déchets verts en déchetterie : en ce sens, il faudrait développer la mise à disposition de broyeurs, en plus des composteurs.

La présence croissante de dépôts sauvages en forêt scandalise. Les entreprises sont montrées du doigt mais aussi les particuliers. Une grande fermeté est réclamée pour endiguer ce problème.

## Consommateurs et comportements

- Le consommateur apparaît un peu perdu entre les différents avis et les éléments parfois variables qu'il entend au fil du temps. Il admet que les avis puissent évoluer avec la technologie. Mais l'information doit être partagée et mieux structurée. Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer en matière d'information des consommateurs.
- Mettre à disposition des données territorialisées à un niveau suffisamment fin pour être parlant pour les consommateurs sur la consommation d'énergie
- Il est essentiel de faire de la pédagogie pour faire évoluer les comportements car « c'est le comportement de masse qui fait la réalité ». Il faut donc informer la masse ce qui suppose des efforts de vulgarisation des concepts.
- Un effort important concerne les adultes. Les enseignants du primaire sensibilisent les enfants, ils regrettent que les principes appris alors soient trop vite oubliés.
- Importance du rôle des associations et des initiatives locales : recréer du lien social dans les communes peut être un moyen efficace pour transmettre les bonnes pratiques et la solidarité permet d'apporter un soutien aux personnes âgées ou handicapées pour les gestes éco responsables du quotidien.
- Pour que le consommateur puisse adapter son comportement il faut qu'il dispose d'éléments fiables sur l'impact environnemental des produits qui lui sont proposés. Des indicateurs pertinents et contrôlés sont donc nécessaires pour permettre un choix en toute connaissance de causes.

## Biodiversité et Santé

- Lutter contre l'imperméabilisation des sols en préservant les zones végétalisées qui fixent le gaz carbonique et accueillent la biodiversité.
- Protéger nos paysages : les surfaces agricoles, les forêts, mais aussi l'environnement immédiat des villes (zones commerciales...).
- Faire évoluer les pratiques agricoles rapidement pour limiter les risques sur la santé qu'induit l'utilisation des produits phytosanitaires
- « Manger local et des produits de saison »
- Nécessité de sobriété, contre la pression du consumérisme «La consommation n'est pas en adéquation avec la production sans baisse de la consommation il sera impossible de sortir de l'ornière »
- Développer l'affichage environnemental des produits et/ou un indicateur sur l'impact sur la santé, qui soient crédibles (évaluation indépendante)
- Développer des indicateurs de biodiversité pour mesurer l'état d'une zone à un instant donné et suivre son évolution dans le temps.

### **Fiscalité environnementale et financements**

- « Seul l'Etat peut faire évoluer les comportements par la fiscalité, les individus choisiront toujours la facilité ».
- Le consommateur, même soucieux de l'impact de ses actes, est d'abord guidé par son porte-monnaie. Il faut donc rendre plus cher ce qui est mauvais et moins cher ce qui est bon. Les indicateurs ci-dessus pourraient être la base d'une TVA différenciée ou de tout autre processus qui modulerait les prix en fonction des critères d'impact environnemental.
- Pour financer la transition écologique il faut développer des instruments financiers verts permettant d'orienter les investissements, et même créer une banque européenne de l'écologie.
- Un moyen de trouver les ressources financières pourrait être de lutter au niveau européen contre l'évasion fiscale.

En conclusion, la transition environnementale est trop lente, elle doit être une préoccupation transverse à tous les services de l'État et pas seulement celle d'un ministère dédié.